

RAPPORT SOMMAIRE

# Sécurité économique : l'avenir du commerce et de l'investissement canadiens avec l'Asie



ASIA PACIFIC  
FOUNDATION  
OF CANADA

FONDATION  
ASIE PACIFIQUE  
DU CANADA

ASIAN  
INSTITUTE

munk school  
OF GLOBAL AFFAIRS & PUBLIC POLICY

UNIVERSITY OF  
TORONTO

---

# Principales conclusions

## 1 Le monde est entré dans une ère foncièrement différente

Les hypothèses qui sous-tendaient la prospérité du Canada depuis des décennies – mondialisation ouverte, commerce axé sur l'efficacité et chaînes d'approvisionnement suivant le marché – ne sont plus entièrement valables. L'économie mondiale évolue vers un système plus fragmenté et géré stratégiquement, dans lequel géopolitique, politique industrielle et sécurité économique sont étroitement liées. Il ne s'agit pas d'une perturbation temporaire, mais d'un changement structurel qui exige une refonte en profondeur des politiques étrangères et intérieures du Canada.

## 2 La Chine transforme la mondialisation en se mettant au centre, elle ne s'en retire pas

La Chine est en train de se refaire une place dans un système technologique et industriel intégré conçu pour réduire ses propres dépendances tout en augmentant la dépendance des autres à son égard. En effet, elle s'intègre dans les secteurs des batteries, des minéraux critiques, des semi-conducteurs et des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques d'une manière qui rend le désengagement financier ou la dissociation beaucoup plus difficiles que la plupart des gouvernements occidentaux ne le pensaient. Pourtant, la Chine présente également de réelles vulnérabilités, car elle dépend fortement des matières premières

importées et des marchés d'exportation mondiaux; or, ces faiblesses sont souvent négligées par les décideurs politiques occidentaux.

## 3 L'intelligence artificielle restructure le commerce aussi profondément que tout le reste

Les biens matériels ne sont plus le principal objet du commerce. Le segment du commerce mondial qui connaît la croissance la plus rapide est celui des services numériques et s'appuyant sur l'IA, et ce mouvement s'accélère. Les petites entreprises canadiennes peuvent maintenant devenir des « micro-multinationales », exportant des données, des algorithmes et des services d'IA à l'échelle mondiale à un coût marginal presque nul, créant ainsi de réelles possibilités de diversification au-delà du marché américain, d'une manière jusqu'ici empêchée par la géographie.

## 4 Le Canada a toujours été à la traîne durant les transitions technologiques

Le Canada a perdu du terrain dans l'économie des données en manquant de fidéliser et faire évoluer ses entreprises les plus novatrices, ce qui a vidé la base d'entreprises canadiennes à forte croissance et aggravé sa crise de productivité. L'ère du capital de connaissances des machines représente à la fois une menace renouvelée et une véritable occasion, mais seulement si le Canada développe la stratégie industrielle, la capacité gouvernementale et les mécanismes de fidélisation qui lui faisaient défaut auparavant.

## 5 La politique industrielle n'est plus facultative, elle doit être menée de manière stratégique

Toutes les grandes puissances interviennent désormais stratégiquement dans les domaines de l'IA, des semi-conducteurs, des minéraux critiques, des batteries et de la fabrication de pointe, et le Canada doit faire de même. Cependant, une politique industrielle mal menée risque de saper la compétitivité économique et la coopération entre alliés. La leçon tirée de l'opposition entre l'entreprise sud-coréenne [Hynix](#) et l'entreprise canadienne [Nortel](#), mais aussi de l'investissement patient du Japon dans [Lynas](#), c'est qu'une politique industrielle efficace exige une vision à long terme, une concentration disciplinée, une coordination entre les secteurs publics et privés, et une collaboration entre alliés, et non une concurrence qui consiste à donner des subventions pour réagir.

## 6 La sécurité économique exige des priorités stratégiques et non une protection générale

Le Canada ne peut ni tout protéger ni tout subventionner simultanément. Les risques pour la sécurité économique touchent principalement un petit nombre de secteurs véritablement stratégiques, notamment les semi-conducteurs, les minéraux critiques, la défense, les batteries avancées et l'infrastructure de l'IA, mais ces secteurs bénéficient encore d'un commerce et d'investissements plus importants, pas moins importants. Le Canada doit cerner ses vulnérabilités réelles, ses propres points de pression et les bons partenaires, puis distribuer ses ressources en conséquence.

---

# Recommandations

## 1 Développer une stratégie véritablement indépendante et sophistiquée en ce qui concerne la Chine

Le Canada doit aborder la Chine avec sa propre approche canadienne fondée sur une analyse minutieuse, secteur par secteur, et distinguer les domaines pour lesquels l'engagement auprès de la Chine demeure bénéfique des domaines où la dépendance crée des risques inacceptables. Cela signifie qu'il faut résister à la fois à la titrisation réfléchie et à l'engagement naïf, investir sérieusement dans l'expertise de la Chine et sortir des cadres binaires qui consistent à soit s'engager, soit se désengager.

## 2 Construire une architecture intégrée de sécurité économique

Le Canada dispose actuellement d'une stratégie d'IA, mais pas d'une stratégie de données; d'une stratégie industrielle de défense, mais pas d'une stratégie globale de sécurité nationale, et pas non plus de Conseil de la sécurité nationale ou de structure de coordination équivalente. Il a besoin d'un système cohérent et imbriqué, ou d'une « colonne vertébrale numérique souveraine », intégrant les stratégies d'IA, de données et d'infrastructure numérique tout en soutenant la croissance et la fidélisation des entreprises technologiques nationales.

**3 Aller au-delà de l'extraction de ressources pour une participation industrielle à grande valeur ajoutée**

La richesse du Canada en minéraux critiques est un véritable atout stratégique, mais seulement si le Canada s'approprie une plus grande partie de la chaîne de valeur au-delà des exportations de matières premières. Cela nécessite des investissements soutenus dans la capacité nationale en raffinage, en transformation et en fabrication de batteries, ainsi qu'une approche plus nuancée des investissements étrangers qui réglemente la participation chinoise au lieu d'encadrer une interdiction sélective.

**4 Moderniser la politique commerciale et les systèmes de soutien pour l'ère de l'IA**

Les institutions commerciales et les accords commerciaux du Canada ont été conçus pour une ère économique différente. Le Canada a besoin de meilleurs cadres commerciaux numériques, d'un soutien accru aux jeunes entreprises en IA, de systèmes de renseignements commerciaux à jour et d'un programme beaucoup plus actif du PTPGP sur les flux de données et les services numériques. Il doit, en même temps, poursuivre des accords commerciaux plus petits et plus ciblés axés sur des points d'étranglement stratégiques précis.

**5 Investir dans une coopération industrielle patiente entre alliés et apprendre des pratiques du Japon**

Aucun pays ne peut construire seul sa sécurité économique. Le Canada doit s'engager à investir des capitaux patients sur la durée aux côtés de ses partenaires alliés, pour suivre des modèles comme l'investissement de 20 ans du Japon dans Lynas, combinant financement public, gestion professionnelle à distance et collaboration approfondie en recherche et développement, en particulier dans les minéraux critiques et l'IA, afin d'établir des partenariats.

**6 Jouer un rôle actif pour désamorcer la dynamique d'escalade des tensions entre les États-Unis et la Chine**

L'utilisation mutuelle des relations économiques comme arme entre les États-Unis et la Chine crée un dilemme de sécurité qui s'auto-alimente et que les puissances moyennes ne peuvent se permettre d'observer depuis la ligne de touche. Le Canada a à la fois un intérêt et une occasion de former des coalitions et des cadres communs qui réduisent la dynamique d'escalade, en se positionnant comme décideur et rassembleur parmi les puissances moyennes partageant la même vision de la gouvernance des minéraux critiques, de la réglementation de l'IA et des règles du commerce numérique.

# Introduction

Le 6 mai 2026, la Fondation Asie Pacifique du Canada a organisé son premier Symposium John H. McArthur Research Fellows, réunissant les chercheurs John H. McArthur de la FAP Canada 2025-2026 — [Danielle Goldfarb](#), [Kati Suominen](#), [Ari Van Assche](#) et [Pascale Massot](#) — ainsi que d'éminents experts politiques, chercheurs et praticiens, notamment [Jeff Nankivell](#), [Vina Nadjibulla](#), [Phillip Lipsy](#), [Dan Ciuriak](#), [Constantine Karayannopoulos](#) et [Ann Fitz-Gerald](#), pour une discussion sur les risques et les occasions qui façonnent l'avenir du commerce et des investissements entre le Canada et l'Indo-Pacifique.



Le Symposium comprenait une conférence principale et une discussion animée avec [Lizzi C. Lee](#), Ph. D., chargée de recherche sur l'économie chinoise au Center for China Analysis de l'Asia Society Policy Institute, suivies de deux tables rondes explorant la façon dont le Canada peut renforcer sa résilience économique, sa compétitivité et sa sécurité nationale en réponse à l'évolution de la dynamique géopolitique, aux perturbations technologiques et aux vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement dans l'Indo-Pacifique.

## BOURSE DE RECHERCHE JOHN H. MCARTHUR

La bourse de recherche John H. McArthur, créée par la Fondation Asie Pacifique du Canada en 2021, soutient les chercheurs en milieu de carrière qui mènent des recherches originales et pertinentes sur les politiques afin d'approfondir la compréhension du Canada de la région indo-pacifique dans le but de renforcer les recherches pertinentes sur les politiques relatives à l'engagement du Canada dans la région indo-pacifique.

La bourse honore l'héritage du regretté [John H. McArthur, Ph. D.](#) — éminent Canadien, ancien président du conseil d'administration de la FAP Canada et doyen émérite de la Harvard Business School — et est financée par un fonds créé à la mémoire de John H. McArthur.

# Stratégie économique et technologique de la Chine : incidences pour les chaînes d'approvisionnement mondiales et les puissances moyennes

La discussion principale a porté sur l'évolution de la stratégie économique et technologique de la Chine et ses répercussions sur le Canada et l'économie mondiale en général. Comme l'a fait valoir **Lizzi C. Lee**, la Chine connaît une grande transformation structurelle, motivée à la fois par des pressions externes et internes, notamment la concurrence stratégique et les restrictions technologiques, et par les ambitions de Beijing en matière d'autonomie technologique et de leadership industriel. Cette transformation se produit à un moment où le système international lui-même devient de plus en plus fragmenté, contesté et mené par la géopolitique.

## La Chine est en pleine transformation structurelle

Plutôt que de s'en tenir à son statut « d'usine du monde », la Chine réinvente sa place dans un système technologique et industriel intégré conçu pour réduire sa dépendance envers d'autres pays tout en augmentant leur dépendance à l'égard de la Chine. Elle a cerné trois changements majeurs qui ont motivé cette transformation.

### 1 Autonomie technologique

La Chine poursuit une campagne tous azimuts pour l'indépendance technologique dans les domaines de l'IA, des semi-conducteurs, des batteries, de la

robotique, de l'énergie propre et de la fabrication de pointe, notamment en réponse aux mesures de contrôle américain des exportations, mais aussi en raison de l'ambition de Beijing de dominer les technologies frontalières. Mme Lee a expliqué que ce qui distingue l'approche de la Chine, c'est sa combinaison d'un solide soutien de l'État et d'un secteur privé très concurrentiel : la politique industrielle stimule de nouveaux secteurs et aide les entreprises nationales à évoluer, puis une concurrence intense sur le marché favorise l'efficacité et la qualité. Les initiatives menées par l'État n'ont pas suffi à elles seules; les entreprises chinoises innovantes les plus impressionnantes, telles que DeepSeek et Unitree, sont issues d'écosystèmes entrepreneuriaux privés dynamiques. Ce modèle va permettre d'accélérer l'émergence de la Chine en tant que puissance de premier plan dans les technologies frontalières et de remodeler la concurrence économique et technologique mondiale.

### 2 Reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales

La Chine ne se retire pas de la mondialisation, mais la remodèle pour en devenir le cœur. En s'implantant dans des secteurs cruciaux, tels que les batteries, les véhicules électriques, les minéraux critiques et les produits pharmaceutiques à travers l'Asie du Sud-Est et le Sud global, Beijing s'est positionnée au cœur du croisement

des réseaux mondiaux de chaînes d'approvisionnement, rendant la séparation de plus en plus difficile. Pour des pays comme le Canada, cela exige un changement fondamental dans la façon dont les décideurs politiques conçoivent les chaînes d'approvisionnement – non seulement en tant qu'infrastructure économique, mais aussi en tant qu'instruments de stratégie géopolitique. La dissociation totale n'est ni réaliste ni souhaitable, mais l'engagement doit devenir beaucoup plus stratégique et clair.

### 3 Utilisation stratégique de l'interdépendance économique

Beijing traite de plus en plus les relations économiques comme des outils de géopolitique, s'intégrant délibérément dans des secteurs dont d'autres ne peuvent pas facilement se passer – terres rares, intrants de semi-conducteurs et batteries – pour entretenir un moyen de pression qui peut être utilisé lorsque les intérêts stratégiques l'exigent.

## Les défis du modèle industriel chinois dirigé par l'État

### 1 Surcapacité

Le modèle de politique industrielle de la Chine est remarquablement efficace pour développer les industries, mais il est structurellement mal équipé pour réduire la capacité excédentaire. Les gouvernements locaux ciblent la croissance du PIB, les banques soutiennent les entreprises zombies et les entrepreneurs privés s'accumulent dans les mêmes secteurs favorisés par l'État, déclenchant une surproduction chronique de véhicules électriques, de batteries, de robotique et de semi-conducteurs qui arrive sur les marchés d'exportation mondiaux. Il ne s'agit pas d'un déséquilibre temporaire, mais d'une caractéristique structurelle du système politico-économique chinois qui ne se rectifiera probablement pas seul.

### 2 Innovation, IA et secteur privé

Le modèle dirigé par l'État chinois est efficace pour stimuler le déploiement et la mise à l'échelle de l'IA appliquée, mais fait face à des vents contraires importants pour générer une innovation révolutionnaire au niveau des frontières. Beijing est piégée dans ce que Mme Lee a appelé le « paradoxe de l'oie dorée » : la Chine a besoin de l'innovation du secteur privé pour rester concurrentielle par rapport aux États-Unis, mais le Parti communiste n'est pas disposé à renoncer au contrôle politique sur les entreprises qui amènent cette innovation. La concurrence entre les États-Unis et la Chine force un recalibrage, qui se voit surtout dans la réadoption d'entreprises comme Alibaba, motivée plutôt par nécessité que par conviction idéologique. La capacité de Beijing à maintenir cet équilibre délicat pourrait être l'une des questions les plus importantes qui façonnent l'avenir de la concurrence technologique mondiale.

## Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada?

Lizzi C. Lee a soutenu que l'ère où le Canada déléguait la stratégie chinoise à Washington était révolue. Le Canada a besoin de sa propre approche, une approche qui va au-delà des cadres binaires qui consistent à soit s'engager, soit se désengager, et qui est plutôt minutieuse, comprenant une analyse secteur par secteur pour distinguer les domaines pour lesquels l'engagement auprès de la Chine demeure bénéfique des domaines où la dépendance crée une vulnérabilité inacceptable. Il est tout aussi important de préserver une expertise approfondie de la Chine et des compétences linguistiques, une expertise sectorielle et des connaissances infranationales. Le dernier point souligné était qu'une bonne politique sur la Chine ne peut pas être qu'une question de détermination stratégique : elle doit être sophistiquée, nuancée et traduire une compréhension claire de la dynamique interne de la Chine, ce qui ne peut pas se remplacer par le seul instinct géopolitique.

# Résilience économique et compétitivité du Canada dans une région indo-pacifique en évolution

La première table ronde a porté sur la façon dont le Canada peut améliorer sa résilience économique et sa compétitivité en réponse à l'évolution de la dynamique géopolitique, technologique et réglementaire dans la région indo-pacifique. Comme l'ont soutenu les participants, l'économie mondiale est entrée dans une ère fondamentalement différente où les hypothèses traditionnelles sur la mondialisation, la libéralisation du commerce et l'avantage comparatif ne sont totalement valables.

## L'IA change fondamentalement le commerce mondial

Le commerce ne concerne plus principalement les biens matériels, mais de plus en plus les services numériques, les données, les produits s'appuyant sur l'IA et les services algorithmiques. **Danielle Goldfarb** a illustré ce changement par sa propre expérience au sein d'une petite entreprise de 10 personnes qui vendait des flux de données en temps réel à des clients de Washington à Hong Kong à un coût marginal nul, une « micromultinationale » d'envergure mondiale sans infrastructure traditionnelle.

Les panélistes ont continué sur ce thème avec le concept de « menu d'éléments de commerce » grandissant, allant des biens matériels aux services s'appuyant sur l'IA qui apprennent et s'adaptent en permanence, en passant par de nouveaux services qui ont vu le jour avec l'essor de l'IA. Les services qui s'appuient fortement sur l'IA

connaissent déjà une croissance annuelle de 10 à 15 %, dépassant largement les exportations traditionnelles comme les produits de l'exploitation minière et de la fabrication, et représentent maintenant environ 10 % des exportations canadiennes. Des obstacles subsistent toutefois : les exigences de localisation des données au Vietnam et en Indonésie ainsi que les lois émergentes sur l'IA au Vietnam et en Corée du Sud inspirées de l'Union européenne augmentent le coût d'entrée sur le marché pour les entreprises canadiennes.

## Sécurité économique et politique industrielle

La sécurité économique exige maintenant que les gouvernements réfléchissent de façon beaucoup plus stratégique aux secteurs importants et aux vulnérabilités existantes. La politique industrielle est désormais incontournable, étant donné que toutes les grandes puissances interviennent stratégiquement dans l'IA, les semi-conducteurs, les batteries, les technologies propres et les minéraux critiques. Toutefois, le panel a averti qu'une politique industrielle peut fausser les marchés et saper la coopération entre alliés si elle est menée de manière trop agressive.

Dan Ciuriak a également qualifié la « bombe de l'incertitude » de menace économique la plus immédiate : l'instabilité géopolitique maintient les capitaux privés à l'écart, et les sociétés d'État pourraient devoir intervenir pour réduire le désengagement lié aux investissements.

## Le Canada risque de prendre du retard à l'ère du « capital de connaissances des machines »

Dan Ciuriak a en outre expliqué que l'économie mondiale entrait dans la nouvelle ère du « capital de connaissances des machines », une transformation structurelle aussi importante que la révolution industrielle. Le Canada a été à la traîne dans toutes les transitions technologiques, permettant l'acquisition de ses entreprises les plus innovantes par des entreprises étrangères, à l'instar de DNN Research (Google), Maluuba (Microsoft) et Darwin AI (Apple). La comparaison entre Hynix, soutenue par l'État sud-coréen, et Nortel, société canadienne en faillite, illustre son argument central : la politique industrielle n'est plus facultative à l'ère de l'IA.

## Le Canada doit repenser sa stratégie de diversification commerciale

La conception traditionnelle du Canada en matière de diversification, qui consiste à exporter plus de biens matériels vers davantage de pays à l'extérieur des États-Unis, est dépassée. Dans une économie axée sur l'IA, la géographie compte moins et de nouvelles catégories de produits et services pour le commerce émergent. Cependant, la fenêtre se referme rapidement à mesure que la concentration dans les chaînes de valeur de l'IA s'accélère.

### 1 La politique commerciale et les systèmes de soutien au commerce sont dépassés

Les institutions commerciales du Canada ont été créées pour une économie plus ancienne. Danielle Goldfarb a indiqué que, lorsqu'elle a demandé l'aide du Service des délégués commerciaux pour son entreprise de données,

il n'y avait aucune catégorie pour ce type de travail. Le panel a suggéré que le Canada a besoin :

- de meilleurs cadres commerciaux numériques
- de soutien aux jeunes entreprises en IA et de capital de risque plus importants
- d'une mise à jour des systèmes de renseignements commerciaux
- d'un accent accru sur l'adoption de l'IA dans l'ensemble de l'économie



### 2 Le Canada a toujours besoin de coopération multilatérale

**Kati Suominen** a expliqué que le PTPGP est de plus en plus important pour les exportations canadiennes s'appuyant sur l'IA, car il réduit les restrictions sur les services numériques et les flux de données transfrontaliers dans des marchés comme l'Indonésie, l'Inde et les Philippines. La compétitivité commerciale future, a-t-elle dit, dépendra des règles numériques et de la compatibilité de la réglementation sur l'IA, et pas seulement des droits de douane.

### 3 La diversification des échanges exige une priorisation stratégique

**Ari Van Assche** a proposé un cadre organisationnel pour repenser la stratégie de sécurité économique du Canada, qu'il a appelé les « cinq piliers » :

- **Poursuivre** le libre-échange : la plupart des secteurs ne présentent pas de risques en matière de sécurité et bénéficient d'une plus grande ouverture; les risques pour la sécurité économique sont concentrés dans un petit nombre de secteurs tels que les semi-conducteurs, les minéraux critiques et la biotechnologie.
- **Protéger** contre les points d'étranglement : appliquer une politique industrielle ciblée pour des secteurs véritablement stratégiques où un pays détient un quasi-monopole sur un nœud critique.
- **Promouvoir** les points forts : le Canada a un avantage en matière de minéraux critiques, d'IA et de produits pharmaceutiques qui peut être utilisé de manière stratégique pour attirer des partenaires.

- **Établir** des partenariats internationaux : la sécurité économique ne peut pas se créer par un pays seul; il est essentiel de collaborer avec des pays partageant la même vision.
- **Cerner** les risques émergents : créer des systèmes d'alerte précoce grâce à la collaboration entre les universités, Statistique Canada et d'autres institutions afin d'identifier les points d'étranglement de demain avant qu'ils ne se concrétisent.

M. Van Assche a soutenu que le Canada devrait délaissier les accords commerciaux généraux pour conclure des accords plus petits et plus ciblés liés à des points d'étranglement particuliers dans certains secteurs. Il a également averti que la politique industrielle, si elle est appliquée pour favoriser les entreprises nationales par rapport aux entreprises alliées, risque de saper les partenariats dont le Canada a besoin, et qu'un cadre multilatéral de coordination des politiques industrielles axées sur la sécurité entre alliés demeure essentiel.

## Changement de dynamique de sécurité et risques liés à la chaîne d’approvisionnement

La deuxième table ronde traitait de la façon dont la dynamique changeante de la sécurité, les vulnérabilités de la chaîne d’approvisionnement et les dépendances stratégiques émergentes dans la région indo-pacifique transforment le positionnement économique et géopolitique du Canada. La discussion a mis en avant que sécurité économique, stratégie industrielle et concurrence géopolitique sont désormais étroitement liées, et que l’accès aux chaînes d’approvisionnement en minéraux critiques devenait un élément central à la fois de concurrence économique et de sécurité nationale.

### Les minéraux critiques sont au cœur de la sécurité économique

Un argument central était que les minéraux critiques ne sont plus seulement des marchandises, mais des actifs stratégiques de plus en plus liés à l’effet de levier géopolitique, à la politique industrielle et à la résilience nationale. L’atteinte des objectifs de transition énergétique et l’avancement de l’infrastructure d’IA, des semi-conducteurs, des véhicules électriques et des technologies de défense dépendront fortement d’un accès sécurisé aux minéraux critiques et à des chaînes d’approvisionnement résilientes, ce qui fera de la fiabilité de la chaîne d’approvisionnement un facteur aussi important que l’efficacité économique.

### 1 Le Canada ne doit pas s’arrêter à l’extraction

Le Canada risque de demeurer principalement un fournisseur de matières premières plutôt que de devenir un acteur à part entière en aval des chaînes d’approvisionnement à plus forte valeur ajoutée. Le panel a soutenu que le Canada a besoin de capacités nationales plus fortes en matière de raffinage, de transformation, de matériaux de pointe, de composants de batteries et d’une stratégie industrielle plus intégrée liée à la résilience économique, plutôt que d’un modèle traditionnel d’exportation de ressources.

### 2 La Chine domine, mais n’est pas exempte de vulnérabilités

La domination de la Chine ne s’applique pas au stade de l’exploitation minière, mais aux stades de la transformation, du raffinage et de l’intégration technologique, ce qui rend la dissociation beaucoup plus difficile que ce que de nombreux gouvernements avaient anticipé. Toutefois, **Pascale Massot** a souligné que la Chine importait près de 100 % de ses besoins en cobalt, et plus de 70 % de ses besoins en lithium, cuivre, manganèse, nickel, minerai de fer et chrome. À l’autre extrémité de la chaîne d’approvisionnement, la Chine dépend fortement des marchés d’exportation mondiaux pour absorber sa production manufacturière. Une stratégie intelligente tirerait parti de ces vulnérabilités

plutôt que de simplement réagir. **Constantine Karayannopoulos** est allé dans le même sens : l'embargo sur les terres rares imposé au Japon en 2010 a finalement fait plus de mal à la Chine qu'au Japon, les fabricants japonais ayant cessé d'expédier des composants essentiels vers les usines d'assemblage chinoises, et la Chine en a tiré sa leçon.

## Partenariats stratégiques et « économie d'affinité »

Le panel a mentionné le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, l'UE et les États-Unis comme des partenaires particulièrement importants pour la coordination stratégique dans des domaines tels que les minéraux critiques, les chaînes d'approvisionnement en batteries et la fabrication de pointe. Les panélistes ont toutefois mis en garde contre le fait que les pays alliés se livrent eux-mêmes une concurrence agressive pour les subventions, créant des tensions même entre proches partenaires.

## Le Japon comme modèle de stratégie de sécurité économique

Phillip Lipsy a expliqué que le Japon offrait un exemple important montrant comment les pays s'adaptent à un monde où l'interdépendance économique peut être de plus en plus utilisée comme moyen de pression. À la suite du [différend autour des îles Senkaku/Diaoyu](#) de 2010, le Japon a mis au point un cadre de sécurité économique pangouvernemental complet, comprenant un ministère de la Sécurité économique au Cabinet, la *Loi de 2022 sur la promotion de la sécurité économique*, un contrôle plus strict des investissements étrangers et le « [programme K](#) » pour reconstruire les capacités

nationales dans des secteurs stratégiques tels que l'IA, les semi-conducteurs et les batteries. M. Lipsy a averti que la politique industrielle comportait des risques réels, notamment la captation réglementaire et des investissements inefficaces, et a souligné que le Canada devrait développer une coordination plus forte en matière de sécurité économique tout en évitant les approches trop sécurisées ou discriminatoires en matière d'engagement étranger.



## L'autonomie stratégique exige une action de l'État de plus grande envergure

L'une des dernières conclusions est que la sécurité économique ne peut pas être atteinte qu'en misant sur les marchés. Les gouvernements doivent jouer un rôle plus actif dans l'identification des secteurs stratégiques, la réduction des vulnérabilités et la coordination du développement industriel tout en équilibrant l'ouverture économique et la résilience, un défi qui restera central pour les puissances moyennes comme le Canada.

### AUTEUR

Charles Labrecque

*Directeur de recherche, Fondation Asie Pacifique du Canada*

### ÉDITION

Vina Nadjibulla

*Vice-présidente, Recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada*

Michael Roberts

*Directeur des communications, Fondation Asie Pacifique du Canada*

